

*Discours du Directeur général à l'occasion de la célébration de  
la Journée mondiale de l'alimentation  
Rome, 16 octobre 2008*

*Madame Suzanne Mubarak, Première Dame de la République arabe d'Égypte*

*Honorable Vincenzo Scotti, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires*

*étrangères de la République italienne,*

*Monseigneur Renato Volante, Observateur permanent du Saint-Siège*

*auprès de la FAO,*

*Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,*

*Mesdames et Messieurs les invités d'honneur,*

*Mesdames et Messieurs,*

Nous voici réunis, comme chaque année à Rome, pour célébrer la Journée mondiale de l'alimentation. Le thème retenu pour cette année est « La sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies ». Mais en raison de la crise alimentaire que nous connaissons depuis un an, cette Journée est aussi l'occasion de revenir sur les résultats de la Conférence de haut niveau qui s'est tenue à la FAO en juin dernier.

Nous sommes tous affectés par le changement climatique, mais les régions les plus pauvres en sont déjà les premières victimes. Les plus touchées seront les centaines de millions de personnes vulnérables déjà mal nourries: petits exploitants agricoles et forestiers, éleveurs et pêcheurs.

Le changement climatique aura aussi un impact sur la disponibilité en terre et en eau ainsi que sur la biodiversité. Dans les régions de faible latitude, l'évolution des températures et des précipitations ainsi que la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes risquent d'entraîner des réductions importantes de la production agricole.

Les conséquences du changement climatique, en Afrique par exemple, risquent d'être dramatiques pour ce continent qui va atteindre les deux milliards d'habitants au cours des quarante prochaines années.

Le changement climatique est aussi susceptible d'accroître les mouvements migratoires vers des pays plus riches et la montée du niveau des mers pourrait forcer de nombreuses communautés, vivant dans des zones côtières de faible altitude et dans les deltas, à migrer vers des terres plus élevées.

Ces risques pour la sécurité alimentaire doivent donc être placés dans un contexte écologique, social et économique radicalement nouveau. A cet égard, le développement des biocarburants crée une pression nouvelle supplémentaire sur la production agricole et modifie le contexte économique agricole.

La hausse des prix du pétrole et du gaz a rendu la bioénergie plus compétitive et la concurrence avec les productions agricoles à usage alimentaire s'est renforcée. Les plus récentes études de la FAO montrent que l'effet du développement des biocarburants, au-delà du niveau atteint en 2007, pourrait représenter, selon les productions, un renchérissement de 5 pour cent pour le blé, 12 pour cent pour le maïs et 15 pour cent pour les huiles végétales au cours des dix prochaines années. Les politiques de subventions et droits de douane, ainsi que le « blending » dans les carburants automobiles ont ainsi créé des distorsions du marché international préjudiciables à la sécurité alimentaire du

monde, comme l'a montré l'étude FAO de 2008 sur l'Etat de l'alimentation et de l'agriculture.

Pour autant, dans un monde où le prix du pétrole est beaucoup plus élevé et où l'accès à l'énergie est encore un problème pour toute une partie de l'humanité, le développement des bioénergies ne doit pas être seulement perçu comme un risque. Il pourrait en effet être une chance dès lors que la balance énergétique du processus de transformation n'entraîne pas une augmentation des gaz à effet de serre et que la production de bio-énergie n'aboutisse pas à un prélèvement sur les disponibilités alimentaires.

Mais l'agriculture est aussi un élément de réponse aux problèmes du changement climatique. Elle peut contribuer à la l'accroissement de la séquestration de carbone, notamment en permettant de limiter ou d'éliminer le déboisement et la dégradation des forêts tropicales. Elle peut améliorer la régénération des forêts et la maîtrise des feux dans les espaces naturels. La réduction du travail des sols, la restauration de la biomasse, ainsi qu'une bonne gestion des pâturages, de la nutrition et des déchets animaux permettraient aussi d'augmenter la fixation du carbone dans les sols agricoles.

L'agriculture mondiale doit faire face à tous ces nouveaux défis dans un contexte de crise alimentaire qui nécessite une réponse globale à court, moyen et long terme en prenant en compte un contexte en profonde mutation.

La crise alimentaire mondiale a eu, ces derniers mois, des conséquences sociales et politiques tragiques, avec des manifestations et même des émeutes. Dans différents continents, elle peut encore mettre en péril la paix et la sécurité du monde.

Pourtant, cette nouvelle catastrophe était prévisible. En 1996, ici même, lors du premier Sommet mondial de l'alimentation, 112 Chefs d'Etat et de Gouvernement, et des représentants de 186 membres de l'Organisation avaient pris l'engagement solennel de réduire de moitié, à l'horizon 2015, le nombre de personnes qui ont faim dans le monde. Mais dès 2002, un second Sommet mondial a dû être convoqué pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le fait que les ressources qui devaient financer les programmes agricoles dans les pays en développement, au lieu d'augmenter, étaient en train de baisser.

L'aide à l'agriculture est passée de 8 milliards de dollars E.U. (base 2004) en 1984 à 3,4 milliards de dollars E.U. en 2004, soit une baisse en termes réels de 58 pour cent. La part de l'agriculture dans l'aide publique au développement a chuté, passant de 17 pour cent en 1980 à 3 pour cent en 2006. Les institutions financières internationales et régionales ont enregistré une baisse drastique des ressources destinées à l'activité agricole qui est le moyen d'existence principal de 70 pour cent des pauvres dans le monde.

Pourtant, les programmes d'action sont prêts. Les pays en développement ont préparé, en coopération avec la FAO, les politiques, les stratégies et les programmes qui, s'ils avaient bénéficié des financements appropriés, auraient permis d'assurer la sécurité alimentaire du monde.

En juillet 2003 à Maputo, les Chefs d'Etat et de Gouvernement, au Sommet de l'Union Africaine, ont adopté le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), préparé avec le soutien de la FAO. Il met l'accent sur la maîtrise de l'eau, les infrastructures et les capacités de commercialisation, l'accroissement de la production végétale et la réduction de

la faim, la recherche agricole et la diffusion des technologies, la production animale, les forêts, la pêche et l'aquaculture.

Dans ce cadre, 51 pays africains ont préparé, en collaboration avec la FAO, des Programmes Nationaux à Moyen Terme d'Investissement (PMMTI) et les Profils de Projets d'Investissement Bancables (PIPB).

Les Unions économiques régionales, UEMOA, CEDEAO, CEMAC, CEAC, SADEC, COMESA, IGAD, UMA ont aussi préparé, avec le soutien de la FAO, des programmes régionaux de sécurité alimentaire, qui mettent l'accent sur le commerce intra-régional ainsi que les normes sanitaires et phytosanitaires de l'OMC basées sur les règles établies par l'OMS et la FAO pour la protection des consommateurs dans le cadre du *Codex Alimentarius* et de la Commission Internationale de Protection des Végétaux.

Faisant suite à la mise en oeuvre des phases pilotes des programmes nationaux et régionaux de sécurité alimentaire dans les pays du CARICOM, en Amérique centrale et du Sud, le Sommet ibero-américain a aussi approuvé en novembre 2006, à Montevideo en Uruguay, l'Initiative « Amérique latine et Caraïbes libérées de la faim en 2025 ».

Des programmes régionaux similaires ont également été préparés, en coopération avec la FAO, en Europe centrale et en Asie centrale pour l'Union Economique de la Mer Noire et l'Organisation de Coopération Economique.

Les programmes et les projets existent donc bel et bien pour régler le problème de la sécurité alimentaire.

*Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Les causes de la crise alimentaire actuelle ont été suffisamment expliquées, je ne vais donc pas y revenir. Quant à ses conséquences, elles sont dramatiques. Selon nos dernières évaluations, en 2007, le nombre de personnes mal nourries a atteint 923 millions, soit une augmentation de presque 10 pour cent par rapport à 2006.

Du 3 au 5 juin 2008, les délégués de 181 pays – dont 43 Chefs d'Etat et de gouvernement et plus de 100 Ministres – pour participer à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale. La Conférence a réaffirmé la nécessité de produire plus et donc d'investir davantage dans l'agriculture. Le Secrétaire général de l'ONU était lui aussi présent avec nous à Rome pour cette conférence. Il y a présenté les premiers travaux de l'Equipe de Haut Niveau sur la sécurité alimentaire qu'il a mise en place et qu'il continue de présider encore aujourd'hui.

Cette équipe a maintenant finalisé un Cadre global d'action qui s'appuie sur le savoir-faire et l'expérience des agences spécialisées des Nations Unies et des institutions de Bretton Woods. Elle a évalué les besoins au niveau global. Les représentants locaux de la FAO, du PAM, du FIDA et de la Banque mondiale, en coopération avec les différents gouvernements, ont préparé des programmes par pays. Le Cadre global d'action doit permettre de faire face aux besoins urgents qui relèvent de l'aide alimentaire et de la distribution d'intrants, ainsi que des investissements à court, moyen et long terme. Les besoins financiers annuels pour ce programme sont évalués à 30 milliards de dollars.

La FAO poursuit dans ce cadre l'initiative que j'ai lancée en décembre 2007 pour permettre aux agriculteurs des « pays pauvres à fort déficit vivrier » de

relancer leur production agricole en leur facilitant l'accès aux semences, aux fertilisants et aux aliments pour le bétail.

L'Organisation a reçu ainsi 79 demandes de participation à ce programme. Les distributions de semences et d'engrais ont déjà commencé ou sont programmées dans 76 de ces pays. Ce type d'action n'est d'ailleurs pas nouveau pour la FAO puisqu'au cours des 10 dernières années elle a mis en œuvre 1022 projets de distribution d'intrants pour un montant global de 931 millions de dollars E.U.

Mais je dois dire aussi que, face aux attentes de ces pays, les moyens financiers pour intervenir sont loin d'être à la hauteur des besoins. En dépit de l'enthousiasme des discours et des engagements financiers annoncés par de nombreux pays, une infime partie de ce qui a été promis en juin dernier a été versée, environ 10 pour cent des 22 milliards de dollars annoncés. En outre, les montants versés sont allés essentiellement à l'aide alimentaire.

Les engagements pris doivent déboucher au plus vite sur des ressources nouvelles rapidement disponibles. C'est ce qui justifie le nouvel appel lancé par le Secrétaire général à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, il y a moins d'un mois.

Je sais que la situation internationale actuelle marquée par une grave crise du système financier ne facilite pas notre action. Les médias ont mis l'accent sur la crise financière au détriment de la crise alimentaire. Pour autant, cette crise est toujours là. Le nombre des mal nourris, au lieu de diminuer conformément aux objectifs des Sommets mondiaux de l'Alimentation et du Millénaire, a augmenté de 75 millions en 2007 et ce chiffre pourrait encore augmenter en 2008.

*Excellence, Mesdames et Messieurs,*

La solution structurelle au problème de la sécurité alimentaire dans le monde, c'est l'accroissement de la productivité et de la production, en priorité dans les pays à revenu bas et à déficit vivrier. Il faut donc renverser la tendance négative de la part de l'agriculture dans l'aide publique au développement. Il faut aussi recourir à des solutions novatrices et imaginatives de mobilisation de l'investissement étranger direct du secteur privé. Il convient d'établir, par exemple, des partenariats qui respectent les intérêts des différentes parties en développant des accords entre, d'une part, les pays qui ont des ressources financières et des technologies et, d'autre part, ceux qui ont des terres, de l'eau et des ressources humaines.

Pour agir de façon cohérente sur le long terme, face à l'importance des enjeux et des difficultés rencontrées ces dernières années, il faut renforcer au niveau international la gouvernance de la lutte contre l'insécurité alimentaire en s'appuyant sur les structures et les programmes déjà en place.

A ce titre, un Evénement parallèle a été organisé hier soir sur « Les initiatives de Partenariat et d'Experts de haut niveau face à la sécurité alimentaire mondiale », dans le cadre du Comité sur la sécurité alimentaire, pour permettre à l'ensemble des Etats Membres et aux partenaires des ONG et de la société civile d'avoir des échanges de vues sur ces questions.

Il convient de rappeler à cet égard que le Comité sur la sécurité alimentaire a été chargé en 1996 d'assurer le suivi des décisions et du programme de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire adoptés par le « Sommet mondial de l'alimentation ».

*Monsieur le Président,*

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs,*

La Conférence de haut niveau, tenue dans cette salle en juin dernier, a marqué une étape, que j'espère déterminante, dans notre combat contre la faim dans le monde.

Nous avons désormais un Cadre d'action global. Nous avons aussi des propositions pour améliorer la gouvernance du dispositif de lutte contre la faim dans le monde. Nous avons de plus des promesses de financement d'environ 22 milliards de dollars.

En cette Journée mondiale de l'alimentation, je veux réaffirmer que nous savons ce qu'il faut faire pour éradiquer la faim de 923 millions de personnes dans le monde. Nous savons aussi ce qu'il faut faire en vue de doubler la production alimentaire mondiale pour nourrir une population qui va passer à 9 milliards de personnes à l'horizon 2050.

Il faut cependant la volonté politique et le respect des engagements financiers, pour permettre les investissements indispensables, afin de promouvoir un développement agricole durable et la sécurité alimentaire dans les pays les plus pauvres.

C'est le gage le plus sûr d'un monde de progrès économique et social qui crée les conditions de paix et de sécurité de l'humanité.

Je vous remercie de votre aimable attention.